



SOMMAIRE

Page

Point 27 de l'ordre du jour:

Développement économique des pays sous-développés
 (suite):

- a) Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique: rapport du Comité *ad hoc* (suite)..... 271

Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/3154, A/3192) [suite]:

- a) Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique: rapport du Comité *ad hoc* (A/3134 et Corr.2, A/C.2/L.296, A/C.2/L.300, A/C.2/L.315, A/C.2/L.316) [suite]

1. M. SARWAR (Afghanistan) dit qu'en préparant son rapport intérimaire (A/3134 et Corr.2), le Comité *ad hoc* s'est remarquablement acquitté de la tâche qui lui avait été confiée aux termes de la résolution 923 (X) de l'Assemblée générale. Ce rapport et les débats de la Commission montrent que, dans l'ensemble, on est en faveur de la création du Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique. En outre, on est arrivé à un accord assez général, non seulement sur les principes de base, mais également sur le capital initial nécessaire, sur les contributions en monnaie locale, les dispositions à prévoir pour le renouvellement des ressources, la forme de l'assistance à fournir, la structure du Fonds spécial et ses rapports avec l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Les difficultés secondaires qui subsistent peuvent être facilement surmontées et la volonté d'établir le Fonds spécial manifestée par la très grande majorité triomphera sans aucun doute.

2. En raison de leur potentiel considérable, les pays économiquement développés pourront sans nul doute participer au financement du Fonds sans réduire leurs propres plans de développement, et le capital initial de 250 millions de dollars envisagé n'est certainement pas excessif par rapport aux ressources naturelles et économiques disponibles. Le représentant de l'Iran a insisté sur l'écart qui existe entre les sommes énormes qui sont consacrées aux armements et l'aide financière dont ont besoin les pays sous-développés. La somme qui serait nécessaire ne représente que un pour cent environ des dépenses militaires des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France. Il faut ajouter que la prospérité économique actuelle des pays développés ne durera que si l'on aide les pays sous-développés à sortir du marasme où se trouve actuellement leur économie.

3. Ainsi que l'ont fait remarquer d'autres représentants, ce serait une erreur que de différer la création du

Fonds spécial jusqu'à ce que le problème du désarmement ait été résolu. C'est la misère qui est à l'origine des bouleversements sociaux et politiques et qui met la paix en péril. Le développement économique ne doit pas être subordonné au désarmement; il faut le considérer comme le principal objectif de l'Organisation des Nations Unies.

4. Il est évident que les projets d'amélioration de l'infrastructure économique et sociale des pays sous-développés n'attirent pas assez de capitaux privés et, bien que les institutions financières qui existent dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies aient fourni une aide appréciable, seul le Fonds spécial pourrait assurer les investissements nécessaires. Jamais il n'a été aussi urgent de créer le Fonds spécial; on établirait ce faisant un nouvel instrument de coopération internationale, qui contribuerait à réduire les tensions dans le monde. Les pays sous-développés n'ont pas l'intention de faire pression sur les pays industrialisés pour essayer de les obliger à accepter la création du Fonds spécial. Le fait d'élaborer les statuts ne signifie pas que l'on accepte définitivement le Fonds. Il ne s'agit que d'une mesure d'ordre pratique destinée à faire avancer les travaux. L'élaboration d'un projet de statuts et d'un plan provisoire d'opérations constituerait un excellent point de départ pour les travaux ultérieurs.

5. Il est vrai que l'on a fait des suggestions assez diverses, mais ce n'est pas une raison pour retarder la mise en train d'un projet réalisable. Le Comité *ad hoc*, en réunissant et en conciliant les différents points de vue, a fait un excellent travail et, en réalité, les points sur lesquels on est parvenu à un accord sont plus nombreux que ceux sur lesquels les opinions divergent. Le Comité *ad hoc* est l'organe compétent pour rapprocher encore les points de vue des gouvernements, rédiger les statuts et arrêter les grandes lignes d'un programme d'opérations.

6. Le projet de création du Fonds spécial est depuis longtemps à l'étude et l'on a mis suffisamment en relief l'intérêt qu'il présente. Ce que tout le monde souhaite, maintenant, c'est qu'il devienne rapidement une réalité. De nouveaux retards causeraient de graves déceptions aux pays sous-développés et aggraverait leur situation déjà critique. Ainsi qu'on l'a fait remarquer dans un article du *New York Times* publié dernièrement, les pays qui, tout en approuvant en principe la création du Fonds, s'opposent à l'emploi des moyens disponibles laissent peut-être passer une grande occasion.

7. Pour toutes ces raisons, la délégation de l'Afghanistan espère que le projet de résolution commun (A/C.2/L.315), qui remplace les projets qui avaient été distribués sous les cotes A/C.2/L.296 et A/C.2/L.300, recueillera l'unanimité des suffrages. Les auteurs du projet ont étudié avec attention les amendements proposés par le Danemark (A/C.2/L.37) et le texte présenté officieusement par le Canada, mais les ont jugés peu constructifs. Ils ont été d'avis qu'au stade actuel, rien ne justifierait la création d'un groupe de travail

chargé d'examiner les propositions formulées. Le projet de résolution commun est à la fois raisonnable et modéré. S'il n'est présenté aucune autre proposition acceptable, il conviendrait de le mettre aux voix.

8. Les membres de la Commission devraient remplir les importantes obligations d'ordre moral et économique qui leur ont été confiées en s'unissant pour appuyer le projet de résolution commun de manière que l'on puisse prendre des mesures en vue de la rédaction des statuts du Fonds spécial et indiquer les grandes lignes de ses opérations. On obtiendrait ainsi, à peu de frais, d'importants résultats.

9. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) note qu'il ressort du débat que certains pays ne sont pas, pour le moment, partisans de la création du Fonds spécial, attitude que, pour des raisons nationales qui leur sont particulières, ils ont parfaitement le droit d'adopter. Mais ils créent une équivoque lorsqu'ils attribuent cette attitude à la tension internationale et même, dans certains cas, au refus de désarmer de l'Union soviétique. Ces allusions à l'Union soviétique sont entièrement dénuées de fondement. Personne n'ignore que l'Union soviétique a formulé des suggestions constructives en vue du désarmement; le 17 novembre 1956 par exemple, elle a proposé la suppression des armes nucléaires et la réduction des armements (A/3366). En 1956, l'Union soviétique a réduit ses forces armées de 1.840.000 hommes, elle a rendu les bases de Port-Arthur et de Porkkala et elle a réduit ses dépenses d'armements. Le 5 février 1957, le Ministre des finances de l'Union soviétique a annoncé, au Soviet suprême, que le budget de la défense nationale pour 1957 serait ramené à 96 milliards 700 millions de roubles, contre 102 milliards 500 millions en 1956.

10. Le représentant du Royaume-Uni, dans son intervention relative aux contributions au Fonds spécial, a laissé entendre que l'Union soviétique avait subordonné l'apport de sa contribution à certaines conditions. L'Union soviétique pense, avec le comité des Neuf, que le Fonds spécial devrait être mis en route dès que l'on aura l'assurance d'obtenir la participation d'au moins 30 Etats, y compris les principales puissances industrielles, qui sont également les principaux contributeurs éventuels. Les remarques formulées par le représentant du Royaume-Uni concernant les vues de l'Union soviétique au sujet des rapports entre le Fonds spécial et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement sont également inexactes. A cet égard, l'opinion de l'Union soviétique est que le Fonds spécial devrait être indépendant de la Banque. La délégation soviétique désire voir se créer le Fonds spécial et elle votera en faveur du projet de résolution des 39 puissances.

11. L'allégation selon laquelle l'Union soviétique refuserait de participer aux activités d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies est également dénuée de fondement. L'Union soviétique ne s'est jamais opposée à l'assistance technique des Nations Unies; elle s'est seulement opposée à ce que des pays fournissent éventuellement une assistance technique par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies en n'ayant en vue que leurs propres intérêts.

12. M. BRINSON (Royaume-Uni) rappelle que le représentant de la Grèce a fait remarquer à la séance précédente que le Royaume-Uni ne s'était pas engagé à verser une contribution au Fonds spécial alors que la France dont les charges ne sont pas moindres et dont

la situation financière n'est pas plus favorable que celle du Royaume-Uni avait fait connaître son intention de verser 15 millions de dollars. Sans se livrer à une comparaison détaillée des situations financières, des charges fiscales et des engagements respectifs des deux pays, M. Brinson souligne qu'il serait impossible de rien ajouter à l'effort actuellement demandé à l'économie du Royaume-Uni. Il ne serait donc possible d'apporter une contribution au Fonds spécial qu'en réalisant des économies grâce au désarmement ou en détournant certaines ressources d'autres secteurs auxquels elles ont déjà été affectées. Etant donné que la seconde solution est inacceptable, le seul espoir est le désarmement. Mais à moins qu'il ne soit possible de procéder à une importante réduction des armements, la meilleure solution serait peut-être d'augmenter les contributions aux programmes en cours dont le financement est actuellement insuffisant.

13. Parlant au nom de l'ensemble des auteurs du projet de résolution des 39 puissances, le représentant de l'Afghanistan a déclaré que rien ne justifiait pour le moment la création d'un groupe de travail et il a proposé à la Commission de se prononcer sur le projet de résolution. A ce sujet, les délégations du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont clairement indiqué leur position. La délégation du Royaume-Uni sera obligée de voter contre le projet de résolution. Quant au représentant des Etats-Unis, il a indiqué que, si ce projet était adopté, sa délégation ne pourrait pas participer à l'élaboration des statuts et se retirerait du Comité *ad hoc*.

14. Le représentant du Royaume-Uni ne peut appuyer la proposition tendant à inviter le Comité *ad hoc* à rédiger les statuts du Fonds, mais on pourrait essayer de concilier la position des auteurs du projet de résolution et celle des délégations qui ont adopté une attitude négative à l'égard de ce projet. Pour y parvenir, la meilleure méthode serait de créer un groupe de travail auquel, le cas échéant, la délégation du Royaume-Uni serait disposée à participer.

15. Mlle BOWLBY (Canada) ne partage pas entièrement l'opinion du représentant de l'Afghanistan qui pense que la création d'un groupe de travail ne ferait pas avancer les travaux. Les divergences qui existent entre le projet de résolution des 39 puissances et le texte soumis officieusement par la délégation canadienne ne sont pas inconciliables au point d'exclure toute nouvelle tentative pour trouver un terrain d'entente.

16. M. RECABARREN (Chili) indique que la position des délégations des pays de l'Amérique latine qui ont participé à la rédaction du projet de résolution des 39 puissances est la même que celle du représentant de l'Afghanistan. Elles sont disposées à tenir compte de toute proposition ou de tout amendement utile mais les amendements danois et le texte proposé officieusement par la délégation du Canada ont un caractère négatif et, par conséquent, ne sauraient servir de base de discussion.

17. M. Gopala MENON (Inde), faisant allusion aux observations attribuées par le représentant du Royaume-Uni à la délégation des Etats-Unis, croit comprendre que la délégation des Etats-Unis n'est pas disposée à participer à la rédaction des statuts du Fonds spécial, mais qu'elle n'a pas refusé de continuer à participer aux travaux du Comité *ad hoc*.

18. S'il existe la moindre possibilité de concilier le projet de résolution, les amendements danois et la pro-

position présentée officieusement par le Canada, M. Gopala Menon appuiera la constitution d'un groupe de travail.

19. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) confirme l'interprétation du représentant de l'Inde.

La séance est levée à 11 h. 50.

